

Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre): Monsieur l'Orateur, sauf erreur, cette question est à l'étude au comité de la procédure. Comme mon ami fait partie de ce comité, il serait peut-être en mesure de faire avancer les choses. Quand le rapport du comité sera présenté à la Chambre, il sera soumis à l'Orateur.

L'INDUSTRIE

DÉPLACEMENT À L'ÉTRANGER DU SIÈGE SOCIAL DES GROSSES ENTREPRISES

A l'appel de l'ordre du jour.

M. L. M. Brand (Saskatoon): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre de l'Industrie. Comme la Massey-Ferguson songe à déplacer son siège social de Toronto à Des Moines, en Iowa, et comme ce déplacement aura des conséquences néfastes sur l'économie canadienne, le gouvernement prévoit-il quelques dispositions pour empêcher que cet exemple soit suivi par d'autres importantes entreprises que les présentes conditions économiques au Canada pourraient inciter à considérer un tel déplacement comme étant avantageux?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

QUESTIONS POSÉES AU CABINET

A l'appel de l'ordre du jour.

M. David MacDonald (Prince): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au premier ministre. Une marche symbolique est prévue pour samedi prochain, et doit être menée par Son Excellence le Gouverneur général et des membres du gouvernement, de Rideau Hall à la colline du Parlement; cette participation du gouvernement indique-t-elle qu'il n'y aura pas de nouvelle réduction quant au programme d'aide à l'étranger du Canada?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît.

[Français]

M. Auguste Choquette (Lotbinière): Monsieur le président, le ministre de la Justice a créé récemment un comité présidé par M. Carl Goldenberg, chargé d'étudier les dispositions constitutionnelles. Il semble que ce comité est disposé à recevoir les vues du public.

La question que je voudrais poser à l'honorable ministre de la Justice est celle-ci: Est-ce que ledit comité a reçu l'opinion du député de Winnipeg-Sud-Centre (M. Churchill), à savoir s'il endosse la théorie des deux nations?

[Traduction]

Des voix: Oh, oh.

L'hon. M. Churchill: Des républicains comme vous ne me disent rien qui vaille.

L'HABITATION

MESURES POUR ATTIRER LES CAPITAUX PRIVÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. L. Chatterton (Esquimalt-Saanich): Monsieur l'Orateur, ma question s'adresse au ministre des Finances. Peut-il nous dire si le gouvernement songe à la nécessité éventuelle de prendre de nouvelles dispositions pour détourner des capitaux privés vers l'habitation?

M. l'Orateur: A l'ordre, s'il vous plaît. A mon sens, cette question a fait l'objet d'une étude approfondie hier et avant-hier. Je ne crois pas qu'elle puisse être soulevée de la sorte aujourd'hui.

M. Chatterton: En toute déférence, monsieur l'Orateur, je signale que les renseignements qui ont amené cette question m'ont été fournis depuis la fin du débat, hier. Le ministre est peut-être prêt à me répondre.

[Plus tard]

Monsieur l'Orateur, puis-je poser, sous une autre forme, la question que j'ai adressée au ministre des Finances? Le ministre est-il en mesure de dire à la Chambre si le gouvernement étudie des mesures pour forcer le secteur privé à fournir des capitaux à l'industrie de la construction domiciliaire, comme l'a laissé entendre samedi, à Vancouver, le député de Vancouver-Burrard?

L'hon. Mitchell Sharp (ministre des Finances): Monsieur l'Orateur, depuis quelques semaines et quelques mois, le gouvernement et certains de ses organismes ont été en rapport avec différentes institutions de prêt, y compris les banques à charte, pour les encourager à jouer pleinement leur rôle dans le financement des hypothèques domiciliaires.

LE CENTENAIRE DU CANADA

CÉLÉBRATION DU JOUR DE LA CHINE NATIONALISTE

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Howard Johnston (Okanagan-Revelstoke): Monsieur l'Orateur, la question que je pose aujourd'hui fait suite à la réponse que le premier ministre a donnée hier à une question concernant l'annulation de la visite du premier ministre de la Chine nationaliste,